



LE COMITÉ POUR L'HISTOIRE DE L'INSERM

SOUTIEN À LA RECHERCHE

PRÉSENTATION, ARCHIVES, SUJETS DE RECHERCHE, DOSSIER DE CANDIDATURE
2023-2024

LE COMITÉ POUR L'HISTOIRE DE L'INSERM

SOUTIEN À LA RECHERCHE PRÉSENTATION, ARCHIVES, SUJETS DE RECHERCHE, DOSSIER DE CANDIDATURE **2023-2024**

Document réalisé sous la direction de Pascal Griset, Président du Comité pour l'histoire de l'Inserm, par Céline Paillette, secrétaire scientifique, avec la collaboration d'Hélène Chambefort, responsable du service des Archives de l'Inserm, le soutien des membres du Comité et la participation de Garance Servane, stagiaire auprès du Comité (2022).

Ce document est la propriété de l'Inserm et ne peut être reproduit sans autorisation.

Pour toute information : celine.paillette@ext.inserm.fr

Comité pour l'Histoire, Inserm, 101, rue de Tolbiac, 75654, Paris Cedex 13 www.inserm.fr



Le Comité pour l'histoire de l'Inserm En bref

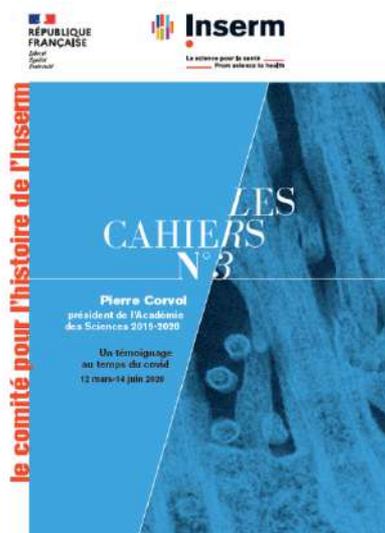
Créé en janvier 2017, le Comité pour l'histoire de l'Inserm, directement placé auprès du Président-directeur général de l'Institut, s'inscrit dans les actions conduites ces dernières décennies pour reconstituer, préserver et valoriser le patrimoine de l'Inserm.

Pascal Griset, Président du Comité, est Professeur d'histoire contemporaine, à Sorbonne-Université. Il est spécialiste de l'histoire de l'innovation et des grandes institutions scientifiques. Le Comité est composé de personnalités ayant contribué par leur action au développement et à l'excellence de l'Inserm – Yves Agid, Pierre Corvol, Dominique Donnet-Kamel, André Syrota – de personnalités, spécialistes des enjeux sciences et société/Inserm – Jean-Paul Gaudillière, Florence Hachez-Leroy, Muriel Le Roux, Cécile Méadel ; de membres de droit – Carine Delrieu, Suzy Mouchet, Hélène Chambefort. Le Comité compte des invités permanents : Hervé Chneiweiss, Audrène Éloit, Hervé Guillemain, Anne Rasmussen, Vassili Soumelis, Béatrice Touchelay, Pierre Verschueren.



Missions et activités Un des objectifs prioritaires du Comité est de favoriser et mener des travaux sur l'histoire de l'Inserm et, plus largement, de promouvoir une histoire globale et vivante de la santé publique et de la recherche biomédicale. Le Comité est un espace de rencontre. Il assure la promotion ou organise, en relation avec les milieux universitaires, scientifiques, culturels et socio-économiques, des colloques et autres manifestations faisant connaître cette histoire. Il a pour ambition d'assurer le lien avec les institutions travaillant sur ces champs proches et/ou complémentaires de la santé publique et de la recherche biomédicale et de concevoir avec ceux-ci des partenariats.

Journée d'étude annuelle et événements Une journée d'étude annuelle réunit des experts, issus de disciplines différentes, pour en explorer le passé en regard des enjeux présents et futurs de la santé publique et de la recherche biomédicale. En septembre 2022, se tenait un nouveau colloque international du Comité, « Imagerie médicale : recherche, industrie et santé, 19-21^e siècle », l'Institut du Cerveau.



Soutien à la recherche Chaque année, le Comité offre un soutien financier à la recherche à destination des étudiants, principalement de Master, qui s'engagent dans un mémoire de recherche s'intéressant à l'histoire de la santé publique et de la recherche biomédicale.

Publication *Les Cahiers du Comité pour l'histoire de l'Inserm* réunissent les papiers issus des journées d'études, sur l'histoire de l'épidémiologie (2020), sur le cerveau et les neurosciences (2021). Le numéro 3 est consacré au témoignage de Pierre Corvol, président de l'Académie des Sciences (2019-2020) lors du premier confinement. Le dernier numéro porte sur l'histoire de la santé environnementale.

La collection est en libre accès sur iPubli :
<https://www.ipubli.inserm.fr/handle/10608/10030>

Le Comité pour l'histoire de l'Inserm

Un soutien à la recherche pour une histoire globale de la santé publique et de la recherche biomédicale

Le Comité pour l'histoire de l'Inserm propose une aide financière aux étudiants de master qui souhaitent s'engager dans une recherche concernant directement l'histoire de l'institution ou plus largement l'histoire de la recherche biomédicale et des questions de santé. Cette aide est accordée aux meilleurs projets retenus par le Comité, après examen d'un dossier de candidature.

Le Comité examine également des candidatures de doctorants demandant une aide spécifique et limitée – il ne s'agit pas de l'attribution de contrats doctoraux.

Le montant annuel des aides peut atteindre 3 000 €, en fonction des spécificités de chaque projet (accès aux sources, mobilité, etc.).

Les candidats peuvent proposer un sujet élaboré avec leur directeur de recherche ou bien s'appuyer sur les thématiques et les sujets proposés dans ce livret. Pour l'année universitaire 2023-2024, la date limite de réception des dossiers est le **20 octobre 2023**.

Ce livret vous propose une brève présentation des archives historiques de l'Inserm, soumet à votre attention des sujets ou des thèmes de recherche, et met à votre disposition le dossier de candidature.

Pour toute information, rendez-vous sur le site Inserm.fr ou contactez le secrétariat scientifique du Comité en écrivant à celine.paillette@ext.inserm.fr

Depuis 2017, 23 lauréats

Le Comité pour l'histoire de l'Inserm soutient des projets riches et variés, tant par les objets, les approches que par les périodes traitées. Les travaux des lauréats sont disponibles à la consultation, sur rendez-vous, au bureau du Comité.

Ilona BOLAND, lauréate 2021, « La solidarité scientifique internationale : le cas des scientifiques argentins dans les laboratoires parisiens dans les années 1970 », master 2 Sociologie Politique et Sociologie Politique de l'International, Université Paris Nanterre, sous la direction de Pascale Laborier.

Betty DACHARY, lauréate 2017, « La propriété intellectuelle et les organismes publics de recherche : l'exemple de l'Inserm », master 1, Dynamique des systèmes internationaux, sous la direction de Pascal Griset, Sorbonne Université.

Amandine DANDEL, lauréate 2021, « Goûts et dégoûts des douceurs : représentation des effets du sucre sur le corps en France (années 1960 – années 1990) », Doctorat en histoire, 3^e année, Le Mans Université, sous la direction d'Hervé Guillemain.

Léa DELMAIRE, lauréate 2021, « Apogée et déclin d'un problème public. La lutte contre la tuberculose en Turquie (1945-1975) », Doctorat en histoire, 4^e année, Sciences Po sous la direction de Paul-André Rosental Sciences Po, Élise Massicard.

Maximilien DUBOIS, lauréat 2022, « Naître et vivre dans le Douaisis, fin 19^e siècle au début des années 1930 », sous la direction de Florence Hachez-Leroy », Master 1, Université d'Artois sous la direction de Florence Hachez-Leroy.

Zoë DUBUS, lauréate 2019, « Médicament ou poison ? Médecins, médecine et psychotropes, du XIX^e siècle à nos jours, en France », doctorat d'histoire de la médecine, Aix Marseille Université, CNRS, TELEMME, Aix-en-Provence, France / Institut des humanités en médecine, Centre hospitalier universitaire vaudois, Lausanne, Suisse, sous la direction d'Anne Carol (AMU) et de Vincent Barras (IHM).

Julie FAGET, lauréate 2021 & 2022, « Soigner la tuberculose au Pays-Basque dans l'entre-deux guerres : monographie du sanatorium départemental de Larressore », M2 Histoire archiviste paléographe, EHESS/ENC, sous la direction d'Anne Rasmussen ; « La France de l'entre-deux guerres à l'épreuve de la peste blanche : étude de cas d'un réseau de lutte contre la tuberculose dans l'entre-deux guerres », thèse ENC, sous la direction d'Anne Rasmussen et d'Edouard Vasseur, ENC, EHESS.).

Léna FATOU, lauréate 2018, « La santé des femmes ou les mutismes de l'histoire : Lille, années 1930- 1958 », master 1, sous la direction de Béatrice Touchelay, Université de Lille.

Clémence GAVALDA, lauréate 2018, « L'éternel retour de l'épidémie. Dynamique de diffusion de l'épidémie de typhus au retour de l'Armée d'Orient, mars-juillet 1856 », master 2, Humanités médicales, Anthropologie médico-légale et bioarchéologie, sous la direction de Benoît Pouget, Aix-Marseille Université.

Léo HEUGUEBART, lauréat 2017, « Inodore et sans saveur : zinc et plomb ou les lourds silences de l'histoire. Aux origines de la résilience mortifère des habitants de l'ancien site de Metaleurop-Nord (1894-1936) », master 1, sous la direction de Béatrice Touchelay, Université de Lille.

Margaux JOFFRES, lauréate 2021 et 2022, « L'imagerie cérébrale de l'INH à l'INSERM : Émergence et premiers développements de l'imagerie médicale de 1941 à 1979 », Master 1 et 2, Histoire, sous la direction de Pascal Griset, Sorbonne Université.

Raphaël LAVIE, lauréat 2022, « *Entre Europe et Etats-Unis, la génétique médicale des années 1940 aux années 1990 : éthique, techno-sciences et médecine* », 1^{ère} année de doctorat, sous la direction de Pascal Griset, Sorbonne Université, UMR SIRICE.

Edgar LE BRAS, lauréat 2018, « L'hygiène industrielle et la santé des travailleurs du point de vue des Annales d'hygiène publique et de médecine légale 1890-1915 », master 1, Centre d'histoire sociale des Mondes contemporains, sous la direction d'Isabelle Lespinet-Moret, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Flavien LO PRESTI, lauréat 2020, « Les trajectoires d'innovation des myoélectriques de 1945 à nos jours : reconstruction corporelle ou porte vers le transhumanisme ? », master 2 Histoire, sous la direction de Christophe Bouneau, Université Bordeaux Montaigne.

Tiphaine LOURS, lauréate 2020, « Itinéraires, pratiques et représentations des greffes de tissus et d'organes au XIX^e siècle en France, entre clinique chirurgicale et physiologie expérimentale », master 2, sous la direction de Paul-André Rosental, Sciences Po Paris.

Albertine LYNCH, lauréate 2019, « La caractérisation moléculaire des tumeurs dans les hôpitaux lyonnais : innovation, recherche et clinique », master 2 Sciences sociales, ENS Lyon, sous la direction de Catherine Bourgain, Cermes3.

Elina MANSICOT, lauréate 2020 et 2021, « De l'homme réparé aux origines de l'homme augmenté depuis 1914 », master Histoire, Université Bordeaux Montaigne/ University of California Los Angeles (programme d'échange), sous la direction de Stéphanie Le Gallic.

Manon MULETTE, lauréate 2018 et 2019, « La défiance vaccinale au pays de Pasteur. L'Académie Nationale de Médecine et la question de la remise en cause du bien-fondé de la vaccination en France, 1902-2017 », master Histoire, sous la direction de Pascal Griset, Sorbonne Université.

Maria MUNDI LÓPEZ, lauréate 2022, « Technologies de l'avortement : Histoire sociale de la mifépristone (RU486) en Espagne. 1980 à nos jours », M1 Savoirs en société, EHESS, sous la direction d'Anne Rasmussen.

Émilie NOËL, lauréate 2020, « L'éducation nationale et la prévention jeunes dans la lutte contre le SIDA. Enquêtes des actions de l'éducation à la santé dans le cadre de prévention au VIH/SIDA de 1980 à nos jours », master 2 Histoire, sous la direction de Pascal Griset, Sorbonne Université.

Shiori NOSAKA, « Bactériologie médicale dans la gestion des épidémies au Japon, 1880-1931 », doctorante, 6^e année, EHESS, sous la direction de Jean-Paul Gaudillière et de Bernard Thomann.

Arnouan OUEDRAOGO, lauréat 2019, « Le concept de santé à l'heure de la génomique », master 2, Épistémologie et histoire des sciences et des techniques, sous la direction de Pascal Duris, Université Bordeaux Montaigne.

Camille PETIOT, lauréate 2019, « Environnement, santé et identité irlandaise : l'élevage du saumon depuis les années 1970 », M1 Histoire Dynamiques des systèmes internationaux, sous la direction d'Yves Bouvier, Sorbonne Université.

Guillaume PLACIDE-BREITENBUCHER, lauréat 2018, « Objectif Europe. L'Inserm dans une Europe de la recherche en construction, années 1980-1990 », master 1 Sciences sociales, Sociétés, Institutions, Temporalités, ENS Lyon, sous la direction d'Emmanuelle Picard et d'Audrey Vézian.

Nolwenn QUIQUEMELLE, lauréate 2022, « La vasectomie en France de 1975 à 2001 », Master 2, Histoire des sciences et des techniques, sous la direction de Marion Thomas, Université de Strasbourg.

Sedigheh Sadat SARABI, lauréate 2020, « Hygiène et politique sanitaire en Iran : le cas du Hamman, XIX^e début XX^e siècle, master 2, EHESS, sous la direction de Rafael Mandressi et de Ramine Motamed-Nejad.

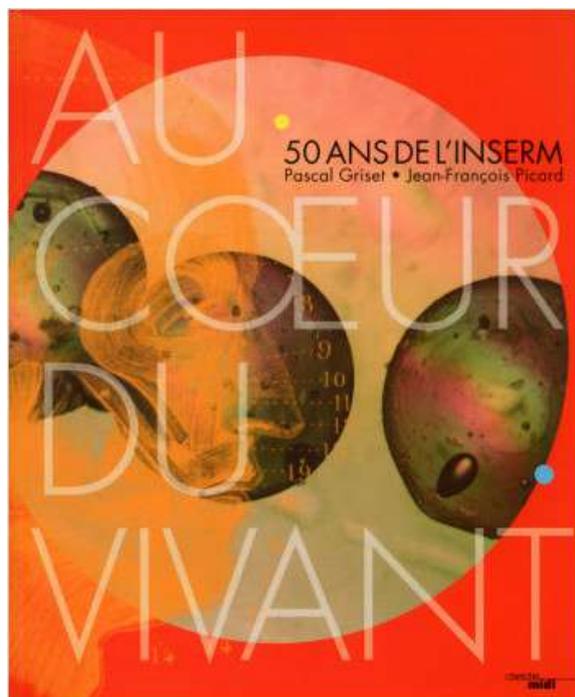
Célestine SCHMID-AUBER, lauréate 2021, « La pratique apicole à Paris, 1856-1940 : espace urbain, santé publique, réseaux scientifiques et techniques à l'étude », Master 2 Histoire, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sous la direction de Judith Rainhorn.

Antoine THOMAS, lauréat 2018 et 2019, « Tabac et Santé publique. Histoire d'une controverse en France, 1950-1991 », master Histoire, Civilisation, Patrimoine Université du Maine, sous la direction d'Hervé Guillemain.

Jules VILLA, lauréat 2022, « Pathogènes émergents dans le Nord-Est de la RDC : enquêtes et contre-enquêtes », 3^e année de doctorat, sous la direction de Guillaume Lachenal, Sciences Po.

Quelques repères historiques

De l'Institut national d'hygiène à l'INSERM



L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) naquit, en 1964, de la transformation de l'Institut national d'hygiène (INH), première institution de santé publique dédiée à la recherche médicale, fondée sous le régime de Vichy, avec le soutien de la fondation Rockefeller, en 1941.

Consacré aux problèmes de santé publique inhérents à la guerre et à l'Occupation – parmi lesquels la nutrition des enfants –, l'INH fournissait aussi des enquêtes épidémiologiques surveillant l'évolution de certaines maladies. Plusieurs facteurs contribuèrent à la transformation de l'INH en un institut où la recherche prit le pas sur la santé publique : le poids croissant de la biomédecine dans l'après-guerre ou bien encore les réformes institutionnelles. La réforme de la médecine, portée en 1958, par le pédiatre Robert Debré, se concrétisa notamment par l'ordonnance du 30 décembre 1958, relative à la création des centres hospitaliers universitaires (CHU), associant les centres

hospitaliers aux facultés de médecine. En 1960, la réforme fut complétée par un décret qui prévoyait de réserver, dans chaque CHU, 50 mètres carrés à un laboratoire de recherche.

Dès sa fondation en 1964, l'Inserm fut conçu dans un partenariat étroit avec d'autres établissements de recherche (publics ou privés), et les lieux de soins. Aujourd'hui, la très grande majorité des unités de recherche Inserm sont ainsi des unités mixtes de recherche (UMR), partageant personnels et locaux avec les universités, les établissements de recherche ou les hôpitaux. En 1983, l'Inserm devint, par décret, un établissement public à caractère scientifique et technique (EPST) rattaché, à la fois, au ministère de la Santé et au ministère de la Recherche. L'Inserm s'organise aussi en administrations déléguées régionales auxquelles sont rattachées des unités de recherche. L'Inserm se présente comme le seul organisme public de recherche français entièrement dédié à la santé humaine. En 2008, l'Institut reçut la responsabilité d'assurer la coordination stratégique, scientifique et opérationnelle de la recherche biomédicale. Ce rôle central lui revint en raison non seulement de la qualité scientifique de ses équipes mais aussi de sa capacité à assurer une recherche translationnelle, c'est-à-dire une recherche qui va « du laboratoire au lit du patient ». En mars 2009, l'adoption d'un nouveau décret visait à permettre à l'Inserm d'assumer ses missions face aux nouveaux défis scientifiques, sanitaires et économiques du XXI^e siècle. L'expertise et la veille scientifiques devenaient désormais des missions officielles de l'Institut. La création d'Aviesan et de dix instituts thématiques (Institut multi-organisationnel ITMO), vint renforcer la fonction de coordination.

Pour en savoir plus :

Pascal Griset et Jean-François Picard, *Au cœur du vivant. 50 ans de l'Inserm*, Paris, Le Cherche-Midi, 2014.
Inserm.fr <https://www.inserm.fr/nous-connaître/comite-pour-lhistoire/histrecmed.fr>, site de Jean-François Picard.

Les archives historiques de l'Inserm

Les fonds d'archives de l'INH et de l'Inserm

Le service des Archives de l'Inserm a pour mission de mener la politique d'archivage de l'établissement. Le service collecte, classe, conserve, valorise les archives issues de l'administration et des laboratoires de recherche et les communique, contribuant ainsi à la mise en valeur de l'établissement. Les fonds historiques sont déposés aux Archives nationales ou aux archives départementales. Attention, certains fonds en attente de versements aux Archives nationales sont accessibles au service des Archives de l'Inserm (Paris), sur rendez-vous.



Capture d'écran <https://inserm.hypotheses.org/>

Accès aux fonds d'archives

L'Inserm, étant un établissement public, ses archives sont de fait des archives publiques, et sont soumises aux dispositions du Code du patrimoine, révisé par la loi 2008-696 du 15 juillet 2008. Les documents et les données d'archives publiques sont librement communicables à l'exception de ceux portant une information dont la nature entraîne de manière sélective un délai de communication supérieure. Les archives sont alors soumises à procédure de dérogation. Veuillez à bien vous assurer de l'accessibilité de ces archives et des délais de communicabilités avant de vous engager dans un sujet.

Les fonds

Les fonds collectés sont issus de l'administration, des laboratoires et des chercheurs de l'Inserm. Dans les fonds de nature administrative, on peut trouver, par exemple, la collection complète des rapports d'activité de l'ensemble des unités de recherche de l'Inserm et ce, depuis leur création au début des années 1960, ou bien encore les papiers des instances scientifiques et du conseil d'administration de l'INH et de l'Inserm ainsi que les archives liées aux financements de la recherche. Dans les fonds scientifiques, l'on trouve, par exemple, l'ensemble des monographies de l'INH (1941-1965) et les nombreux ouvrages édités par l'Inserm. Sont également conservées les archives des expertises collectives, créées dans l'objectif de répondre aux besoins des pouvoirs publics institutionnels et décideurs. Il est aussi possible d'accéder aux archives de certaines unités de recherche – par exemple, le fonds de l'unité 10 de l'Inserm, première unité de recherche en gastroentérologie. Les archives de certains chercheurs sont aussi ouvertes. Pour avoir une vue d'ensemble de ce que vous pouvez trouver dans ces fonds, vous pouvez faire connaissance avec les fonds d'Henri Gastaut, neurologue, spécialiste de l'épilepsie, impliqué dans les réseaux scientifiques internationaux à travers un article que l'historien Emmanuel Delille lui consacre¹. Autre exemple, les papiers de Philippe Lazar, ancien directeur général de l'Inserm, ancien président de l'Institut de recherche pour le développement et chercheur, sont déposés aux Archives nationales.

¹ Delille, Emmanuel. Neurobiologie, épileptologie, psychologie : les archives de l'Unité 6 de l'INSERM à Marseille sous la direction d'Henri Gastaut (1961-1971). *Les Cahiers du Comité pour l'histoire de l'Inserm* [en ligne], 2021, N°2, Vol.2, p.29-34. <http://hdl.handle.net/10608/10622>

Vous pouvez prendre connaissance de ces fonds et accéder à tous les inventaires sur le blog du service des Archives de l'Inserm qui met à disposition des chercheurs des instruments de recherche : <https://inserm.hypotheses.org/du-carnet-de-recherche>. Les billets postés sur le blog vous donneront aussi des éclairages sur certains thèmes. Il y a deux listes à consulter :

- 1) la liste des archives de l'INH et de l'Inserm versées aux Archives nationales avant 1990 ;
- 2) la liste des archives de l'INH et de l'Inserm versées aux Archives nationales depuis 1990.

Une partie de ces inventaires est aussi accessible en passant par la salle des inventaires virtuelles des Archives nationales (SIV), <https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr>.

Zoom sur des fonds numérisés et sur des fonds électroniques

Depuis 2020, dans le contexte pandémique, le service des archives de l'Inserm a fait numériser un certain nombre de fonds. Ces fonds seront progressivement mis en ligne et certains sont déjà disponibles sur le site Ipubli, « Archives et patrimoine numérique », <https://www.ipubli.inserm.fr/>.

◆ Le fonds bureautique de Françoise Barré-Sinoussi, biologiste, virologue, prix Nobel de médecine en 2008, avec Luc Montagnier, pour la découverte du virus de l'immunodéficience humaine (VIH).



Françoise Barré-Sinoussi,
déc. 2008, ©GFDL 1.2

Françoise Barré-Sinoussi a commencé ses travaux de recherche en 1971 à l'Institut Pasteur, au sein du service d'immunochimie dans le laboratoire de Jean-Claude Chermann, jusqu'en 1974. Après un détour par le National Cancer Institute, National Institutes of Health (NIH) aux États-Unis, elle revient à Pasteur au sein de l'unité d'oncologie virale, dirigée par Luc Montagnier, entre 1975 et 1988.

En 1988, elle dirige le laboratoire de biologie des rétrovirus, rattaché à l'Unité de virologie médicale et des vaccins viraux, dont elle demandera la création en propre en 1991. Elle devient ainsi chef de l'Unité de biologie des rétrovirus. Elle met en œuvre des programmes sur les modes de transmission du virus de la mère à l'enfant, sur les mécanismes innés de la régulation de l'infection et sur les infections chez les singes provoqués par le virus simien. En parallèle de ses activités de recherche, elle s'implique dans la promotion d'actions de santé publique en Afrique et en Asie par le biais du Réseau International de l'Institut Pasteur. En 2015, lors de son départ en retraite, l'Unité de régulation des infections rétrovirales est fermée. Françoise Barré-Sinoussi a également été membre de nombreuses

instances scientifiques (ANRS, Institut Pasteur, ONUSIDA...) et de plusieurs sociétés savantes et académies. Le fonds contient les documents produits ou reçus par Françoise Barré-Sinoussi dans l'exercice de ses fonctions et activités de chercheuse. Il est composé de correspondance, de diapositives pour des présentations de cours ou de colloques, de programmes de rencontres scientifiques (colloques, séminaires), de rapports, de documentation scientifique et d'articles de presse relatifs aux entretiens donnés.

Sources : fonds bureautique, nativement numérique de F. Barré-Sinoussi (2000-2015) (cote Archives nationales : **en cours de versement**). Pour information, les fonds papiers antérieurs (des années 1980 à 2000) sont conservés par l'Institut Pasteur.

◆ Les communiqués de presse de l'Inserm, 1997-2016.

Sources : fonds nativement numérique : communiqués de presse, 1997-2016, Archives nationales (cote 2017025501 à 2017025520). Fonds papier du bureau de presse Inserm, Archives Inserm (cotes internes : 9701, 0118, 0119, 0823, 0824)

◆ Le magazine *Inserm actualités*. Cet ancien magazine, dont le premier numéro a été publié en 1982, donnait mensuellement un aperçu de la vie des laboratoires et de l'administration de l'institut. Après quelques détours, avec un remplaçant uniquement numérique dans les années 2000, *Inserm, le Magazine* prend le relais en 2010. La revue *Inserm actualités* sera disponible au format numérique courant 2022 auprès du service des Archives, avant d'être déposée sur la plateforme iPubli.

◆ **La cohorte Gazel, l'une des premières études de cohorte de la population française à travers ses revues et rapports d'activité numérisés, 1995-2015.**

La cohorte Gazel a été mise en place en 1989 par l'Unité 88 de l'Inserm, en coopération avec plusieurs services d'EDF-GDF. Grâce à la participation des 20 000 volontaires d'EDF et de GDF qui la composent, cette cohorte constitue un important « Laboratoire épidémiologique ouvert ». L'épidémiologie est la discipline scientifique qui s'intéresse à la santé des populations. Elle seule permet de connaître la fréquence des problèmes de santé, leur répartition selon des critères divers (âge, sexe, catégorie socioprofessionnelle, région, etc.) et leur évolution dans le temps. L'épidémiologie permet aussi de comprendre les déterminants des états de santé et des maladies. Les enquêtes de cohorte (ensemble de personnes suivies dans le temps) en sont l'un des outils privilégiés.

Sources : fonds nativement numérique : cohorte Gazel, Archives nationales (cote 20150684_0005) ; fonds papier de Marcel Goldberg, unité 88 « Méthode informatique et statistique en médecine, santé publique et épidémiologie sociale et économique », (cote 20150684). Sources complémentaires papier: Rapports d'activité papier de l'unité 88, (cotes internes: 9203-160, 9203-161, 9419-34, 9419-35, 9815-03, 0615-02) ; Fonds documentaire de Francis Derrienic, Archives nationales (cote 20140114) ; Versement de l'expertise collective Amiante, (cote interne 0604).

À lire : les contributions d'Yves Bouvier et de Marcel Goldberg, dans *Les Cahiers du Comité pour l'histoire de l'Inserm*, n° 4, en accès libre ici : <https://www.ipubli.inserm.fr/handle/10608/12445>

◆ **Le fonds audio du Cercle d'études pédiatriques (CEP) de Necker, 1969-2009**

Le CEP est une association fondée en 1967 par Jean Feigelson qui en a longtemps assuré la présidence. Cette association organisait des conférences sur des sujets relatifs à la pédiatrie et aux maladies infantiles destinées aux pédiatres de ville à l'hôpital Necker- Enfants Malades à Paris. Le Cercle d'Études Pédiatriques a arrêté ses conférences en 2010 et a été dissout en 2016.

Le fonds comprend les documents relatifs à l'organisation des conférences données à l'hôpital Necker et au fonctionnement de l'association, ainsi que des enregistrements sur cassettes audio des conférences sur différents sujets relatifs à la pédiatrie. Les cassettes ont été numérisées en 2021 et seront disponibles prochainement par l'intermédiaire du service des Archives.

Sources : Archives Inserm (cote 1731)



La couverture du premier numéro *Inserm Actualité*
Archives Inserm ©Inserm/C.Paillette



Capture d'écran_8 mars 2022 <https://www.ipubli.inserm.fr/handle/10608/10949>

Archives en ligne et en libre accès sur iPubli

Depuis 2022, la plateforme iPubli accueille une nouvelle collection « Archives et patrimoine numérique »

- ◆ **Les monographies de l'INH/Inserm.** Ces revues, disponibles au service des Archives Inserm et aux Archives nationales (cote 19780291), sont désormais numérisées. Liste détaillée et sommaires <https://inserm.hypotheses.org/monographies-inh-inserm>.

Les monographies sont disponibles en ligne et téléchargeables en PDF sur le site Ipubli : <https://www.ipubli.inserm.fr/handle/10608/10949>

- ◆ **Le fonds audio « Jeanne Calment »**

Ce fonds présente les enregistrements de cassettes audio numérisées des entretiens entre Jeanne Calment et Victor Lèbre, son médecin traitant. Ces entretiens réguliers se sont déroulés entre 1992 et 1995, dans la maison de retraite où vivait Jeanne Calment, à Arles, à la fin de sa vie. Les cassettes ont été collectées par deux spécialistes de la longévité humaine, le gérontologue Michel Allard et le démographe Jean-Marie Robine, directeur de recherche à l'Inserm et à l'École pratique des hautes études. Ce fonds audio complète le fonds sur l'enquête centenaire versé par Jean-Marie Robine aux Archives de l'Inserm en 2019. Cette enquête diligentée par l'Inserm et la fondation IPSEN en 1990 est la première enquête de ce type au niveau européen. Elle a notamment permis de découvrir l'existence de Jeanne Calment en tant que doyenne de l'humanité. Les entretiens qui sont présentés sur iPubli découlent directement de cette enquête centenaire, les souvenirs de la vie à Arles, tels que les décrits Jeanne Calment, montrant une vie de 122 ans (21 février 1875-4 août 1997).

Ce fonds correspond à 15 heures d'enregistrement. Format/Poids : 29 fichiers au format .mp3 reçus dont 25 'valides'. Total des poids 1,72 Go : <https://www.ipubli.inserm.fr/handle/10608/10902>

Contacts

Le service des archives de l'Inserm

Responsable : Hélène Chambefort :
helene.chambefort@inserm.fr

Service des archives de l'Inserm Heron Building, 66
avenue du Maine, 75014 Paris

Contact : 01.82.53.35.05

Adresse du service : archives.disc@inserm.fr

Les Archives nationales

59 rue Guynemer 93383 Pierrefitte-sur-Seine

Pour demander conseil, créez votre espace personnel dans la salle des inventaires virtuelle et faites une demande de recherche².

² Des fiches pour vous aider à créer votre espace ici :

<https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/cms/content/helpGuide.action?uuid=226e6e72-5c3a-4dbf-a047-50f71f5a6f48&version=11&preview=false&typeSearch=AideRechercheType&searchString=russe>

Et là :

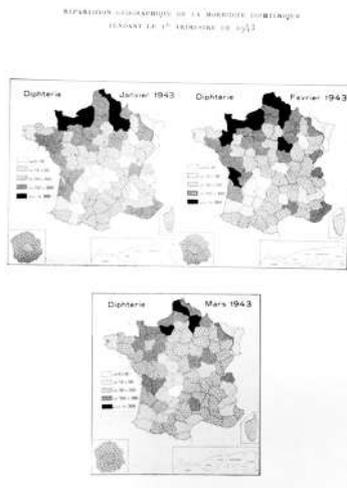
<https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/cms/content/helpGuide.action?uuid=cf46c213-1419-4dfb-ab0a-dfd165da1795&version=3&preview=false&typeSearch=AideRechercheType&searchString=russe>, consulté le 24 mars 2020.

Proposition de sujets et de thèmes de recherche à partir des archives de l'INH et de l'Inserm

Le Comité pour l'histoire de l'Inserm propose aux étudiants et aux chercheurs une liste de sujets et de thèmes pour lesquels il existe des fonds identifiés dans les archives de l'INH ou de l'Inserm.

Bien sûr, ce ne sont là que des suggestions et cela ne constitue qu'un aperçu. Les approches et les thématiques possibles sont nombreuses : l'approche institutionnelle, biographique ou monographique, par exemple ; ou des sujets privilégiant une entrée par l'histoire de la médecine, des sciences ou des techniques, par l'histoire sociale et économique ou encore par l'histoire des médias et de la communication...

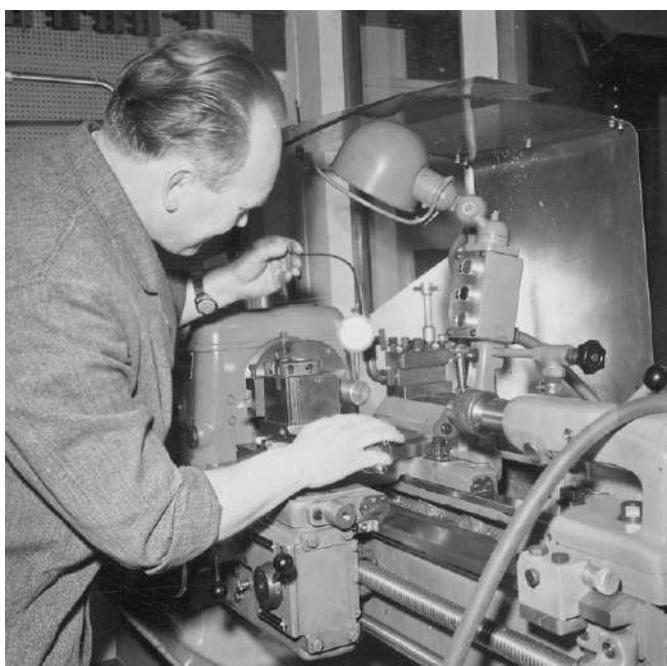
Des sources sont indiquées. La « volumétrie » des fonds, c'est-à-dire la quantité d'archives disponibles, est indiquée dans l'introduction de l'inventaire (disponibles sur le blog des archives de l'Inserm). Les sujets portent largement sur des archives librement communicables mais il peut y avoir des restrictions partielles indiquées sur les inventaires.



Morbidité diphtérique en France en 1943. Recueil des travaux de l'INH. Inserm.

Les enquêtes de l'Institut national d'hygiène : une histoire de la santé publique en France, du régime de Vichy à la V^e République

Sources : les monographies et les recueils de travaux de l'INH/Inserm. Ces documents sont disponibles au service des Archives Inserm et aux Archives nationales (cote 19780291). Ces fonds sont numérisés. Vous pouvez consulter les instruments de travail (tables des matières, etc.) sur le blog du service des Archives : <https://inserm.hypotheses.org/monographies-inh-inserm>. Certaines monographies sont disponibles en ligne, en libre accès sur iPubli.fr.



Atelier de mécanique du laboratoire de dosimétrie du SCPRI, 1962. Inserm.

L'Institut national d'hygiène : le risque radioactif et la radioprotection des travailleurs et de la population après 1945

Comment s'organisait la recherche sur la radioactivité et la radioprotection après la Seconde guerre mondiale au sein de l'INH ? Comment mesurer le danger encouru par les populations ou plus particulièrement par les travailleurs de l'industrie nucléaire ? Le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), créé en 1956, prit place dans le parc du Vésinet : s'y réalisaient des recherches sur la protection des rayonnements ionisants.

Sources : fonds d'archives d'André Chevallier, directeur de l'Institut national d'hygiène (INH) de 1941 à 1946 (cote 20050593 ; cote

20060127) ; fonds d'archives de Louis Bugnard, directeur de l'INH de 1946 à 1964 (cote 20060293 ; cote 20060632 ; cotes 20060704-20060705) ; archives administratives de l'INH et de l'Inserm, 1947-1972 : papiers du Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) (cote SAN 72406- SAN 72407), documentation (cote SAN 72408, SAN 72409, rapports du Commissariat à l'énergie atomique) ; Archives de la Direction générale de l'Inserm (1963-1993) (art. 10, art. 11). *Sources complémentaires* : archives du CEA.

La valise d'Henri Hécaen : une histoire de la recherche en neurosciences

Henri Hécaen (1912-1983), neurologue et psychiatre, avait pour particularité de travailler pour ses recherches sur les lésions cérébrales, avant la parution de l'imagerie, avec quelques simples instruments gardés dans une petite valise conservée, au service des Archives de l'Inserm. Il a été le premier à étudier les gauchers en France. Il est à l'origine de la neuropsychologie.

Sources : Archives Inserm : rapports d'activité unité 111 et fonds Henri Hecaen (cote interne 1706)



Valise avec les objets pour mener les expériences. Inserm/Mehrak

La place de l'enfant dans les systèmes de soins : autour des travaux d'Anne Tursz, années 1970- années 1990

Les travaux d'Anne Tursz, pédiatre et épidémiologiste, de recherche ont porté sur l'état de santé des enfants en adoptant une approche globale incluant le vécu de la maladie, son retentissement sur la vie personnelle et familiale, mais aussi le fonctionnement des systèmes de soin, les interactions entre les professionnels de la santé et les familles des patients. Anne Tursz a mené ses travaux de recherche en France, mais aussi dans des pays méditerranéens et en Afrique. Elle a publié des ouvrages et des rapports sur *La violence et la santé*, sur les enfants maltraités, sur le rapport de l'enfant à la douleur.

Sources : les fonds du bureau de presse, communiqués de presse (cote 20170255), rapports d'activité du Cermès ; les fonds Anne Tursz (cote 20150071).



Anne Tursz, juin 2010. Inserm/Guénét, François.



Inserm/Doin

La mère et le nouveau-né sous surveillance : les enquêtes de l'unité 149 de l'Inserm, 1975-1987

L'unité 149 dédiée à l'épidémiologie de la mère et de l'enfant fut créée en 1975 et dirigée par Claude Rumeau-Rouquette de 1975 à 1987. Des recherches épidémiologiques, étiologiques et évaluatives furent menées sur la santé des femmes, des enfants et des jeunes. Comment surveiller la santé pendant la grossesse et l'accouchement, selon quels indicateurs ? Parmi les résultats de ces recherches : les insuffisances de la prévention, la mise en évidence des inégalités entre les groupes sociaux ; les différentes vitesses de propagation et d'appropriation des nouvelles techniques médicales dans le territoire et auprès des différentes catégories de la population.

Sources : rapports d'activité de l'unité 149, fonds d'enquêtes de l'unité 149 (cote 20110237) ; entretien avec Claude Rumeau-Rouquette par Suzy Mouchet, 9 juil. 2003, demander au secrétariat scientifique.



*Michèle Fardeau, unité de
recherche Inserm 357 Économie
de la santé, 1992.
Inserm/Depardieu, Michel.*

Recherches en économie de la santé, des années 1970 aux années 2000

Comment émerge la discipline ? quelles relations entre économistes de la santé publique, décideurs et société ? Comment l'économie de la santé organise-t-elle et analyse-t-elle les enjeux de santé publique, à l'exemple des questions économiques liées au vieillissement de la population à celle marché des séniors, de l'organisation des systèmes hospitaliers et des pratiques de soin ? Les papiers de deux chercheuses peuvent être exploités. Michèle Fardeau a été l'une des premières économistes de la santé, menant recherche et enseignement, alors que la discipline commençait à être reconnue. Le sujet peut aussi s'appuyer sur les papiers de Yaël Lévy (travaux visant un gain en termes d'économie dans le domaine de la santé en tenant compte des réalités matérielles et humaines (malades et personnels), permettant une meilleure organisation et un allègement des réalités du terrain (les soins, le travail par exemple ou le temps d'hospitalisation).

Sources : fonds financement de la recherche années 1970-1990 ; rapports d'activité de l'unité 357, les fonds de Michèle Fardeau (cote 20160082) et Yaël Lévy (cote 201806841).

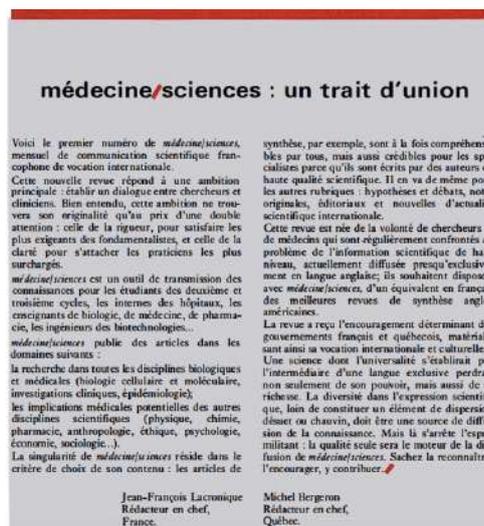
Lectures : Serré Marina, « De l'économie médicale à l'économie de la santé. Genèse d'une discipline scientifique et transformations de l'action publique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2002/3 (n° 143), p. 68-79 ; Batifoulier Philippe, Da Silva Nicolas, Domin Jean-Paul, *Économie de la santé*. Paris, Armand Colin, 2018.

Médecine/sciences

communication scientifique internationale et fondation d'un espace de recherche francophone

Afin de promouvoir le français dans le domaine de la recherche scientifique, une commission permanente de coopération franco-québécoise, à l'initiative des gouvernements de la France et du Québec, a vu le jour dans le cadre de programmes d'action lancés en 1981-1982. Celle-ci recommande dès octobre 1982, la création d'une revue de recherche biomédicale pluridisciplinaire. Chacun des deux pays désigne alors une instance principale qui rassemble les institutions concernées pour mener à bien le projet. Médecine/Sciences est le fruit de cette coopération.

Sources : archives presse et communication, fonds de la Direction générale, fonds de la revue (cote 20140113) ; numéros en libre accès sur iPubli.fr. (<http://www.ipubli.inserm.fr/handle/10608/224>)
Sources complémentaires : Archives du ministère des Affaires et étrangères.



Lacronique, F.; Bergeron M,
"médecine/sciences : un trait d'union",
Med Sci, 1985, Vol. 1, N° 1, p. 9.

Les pollutions d'origine automobile : les travaux d'André Roussel dans médias depuis les années 1960

En 1967, depuis son laboratoire du Vésinet, le Professeur André Roussel était interviewé pour le journal télévisé de 20h par le journaliste scientifique François de Closets : quels polluants dans l'atmosphère ? quels risques pour la santé ? Un smog à Paris est-il possible ? comment réduire la pollution émise par les automobiles ? En 1968, avec Paul Chauvin, il publiait, dans la collection « Que sais-je ? », *La Pollution atmosphérique*. Une quinzaine d'années plus tard, André Roussel remet aux ministères de l'Environnement et de la Santé un rapport « Impact médical des pollutions d'origine automobile » qui nourrit encore aujourd'hui les médias. Comment les travaux d'André Roussel et de ses équipes ont-ils été relayés par les journalistes scientifiques et les autres médias ?



Interview d'André Roussel par François de Closets. 1967. Capture d'écran. Site Archives Ina capture d'écran, <http://www.ina.fr/video/CAF94072301/la-pollution-atmosphérique-dans-les-grandes-villes-video.html>

Sources : archives de la Direction générale de l'Inserm (1963-1993) (art. 30) ; Archives administratives de l'INH et de l'Inserm, 1947-1972 : association pour la prévention de la pollution atmosphérique (SAN72289).
Sources complémentaires : revues par ex. *Médecine/Sciences*, *Sciences et Avenir* ; archives de l'INA ; Archives de la presse nationale ; ressources contemporaines en ligne, émissions radio (*Histoire d'info* de France Info, etc.).

Lire l'article de Stéphane Frioux, dans *Les Cahiers du Comité pour l'histoire de l'Inserm*, n° 4, en accès libre ici : <https://www.ipubli.inserm.fr/handle/10608/12445>



Jacques Benveniste, s. d.
Inserm/Depardieu Michel

La « mémoire de l'eau » : histoire médiatique d'une controverse scientifique, fin des années 1980-début des années 1990

« Tout se passe comme si l'eau se souvenait avoir vu une molécule, exprime la fonction de cette molécule alors même que la molécule a disparu physiquement. Je dis tout se passe comme si...³»,

À la fin des années 1980, la thèse défendue par le chercheur Jacques Benveniste (Inserm, unité 200) fait l'objet d'une controverse scientifique dont s'emparaient la presse et les médias grand public. La polémique connue sous le nom de « la mémoire de l'eau » fut très virulente. De *Nature* aux interviews dans l'émission grand public *Matin Bonheur*, cette histoire interroge tant les procédés de publication des recherches de laboratoire que la circulation et l'interprétation des savoirs auprès des grands médias et des opinions publiques.

Sources : fonds du bureau de presse, communiqués de presse (cote 20170255), rapports d'activité de l'unité 200. Sources complémentaires : Archives de la presse nationale ; archives de l'INA.



« 1997, Jeanne Calment doyenne de l'humanité »
Comme si c'était hier, 15 juin 2004, 3 :56, vidéo.
Capture d'écran. Site INA, www.ina.fr

Enquêtes sur une supercentenaire : Jeanne Calment

À la fin du XX^e siècle, Jeanne Calment (1875-1997) devient une figure populaire en France. La doyenne française devient la doyenne de l'humanité, c'est une supercentenaire, Ses anniversaires sont célébrés dans les médias, presse et télévision. Sa vie est documentée à plusieurs titres : engouement médiatique, récits du passé – elle témoigne avoir « vu » Vincent Van Gogh -, recherche populaire sur les secrets de sa longévité. En outre, dans le cadre d'une étude sur le grand âge, l'état de santé et les conditions de vie des personnes très âgées, sa vie est documentée d'un point de vue scientifique et médical. L'enquête fut menée par Michel Allard (Fondation Ipsen) et Jean-Marie Robine (Inserm)

qui publiait en 1998 dans *Science* une lettre sur « The Oldest Human ». Fin 2018-2019, une polémique surgit suite à une étude qui avançait l'hypothèse d'une usurpation d'identité : la fille de Jeanne Calment aurait usurpé l'identité de sa mère. Les médias s'enthousiasment pour cette controverse. En 2019, un nouveau

³ Jacques Benveniste, interviewé par Michel Bodet, France Région 3 Rennes, 10 janv. 1989, archives INA. <https://www.ina.fr/video/RNC8901102686/l-invite-le-professeur-benveniste-video.html>, consulté le 26 mars 2020.

travail publié par Jean-Marie Robine et ses collègues affirment qu'il n'y a pas eu de falsification de l'identité de Jeanne Calment⁴.

Sources : Les sources sont nombreuses. Parmi elles, le service des archives de l'Inserm mettent à disposition les enregistrements audio de Jeanne Calment <https://www.ipubli.inserm.fr/handle/10608/10902> ; le fonds sur l'enquête centenaire versé par Jean-Marie Robine en 2019. Les archives de l'INA permettent aussi de traiter de la médiatisation de cette enquête et de Jeanne Calment.

L'information et la communication scientifiques en temps de crises sanitaires, des années 1980 à nos jours

Au début des années 1980, l'Inserm a pour mission la diffusion de l'information et de la culture scientifique. Le bureau de Presse et des relations publique consacre une partie de son activité à informer la presse scientifique et générale au développement de la recherche. En 1997, l'Inserm renforce encore son action de communication de l'information en interne et en externe, auprès du grand public notamment. Comment s'organise la communication et l'information scientifique en temps de crises sanitaires : Sida, amiante, « vache folle », sang contaminé, SRAS et actuellement Covid-19 ? Quelles stratégies et quels outils développés pour entretenir la relation entre les mondes de la recherche, de la santé publique et la société ?

Plus d'information : Billet, « Les communiqués de presse de l'Inserm, de 1997 à 2016 », <https://inserm.hypotheses.org/270>

Sources : communiqués de presse, 1997-2016, Archives nationales (cote 2017025501 à 2017025520), Fonds papier du bureau de presse Inserm, Archives Inserm (cotes internes : 9701, 0118, 0119, 0823, 0824), site Inserm.fr

Allier la recherche fondamentale et la recherche clinique. L'Inserm et le lancement des centres d'investigation clinique (CIC) au début des années 1980-1990

Les centres d'investigation cliniques (CIC) furent instaurés afin de lier la recherche fondamentale à la recherche clinique. Pierre Corvol, médecin et scientifique, en fut l'un des principaux instigateurs. Les CIC, implantés au sein des CHU, constituent une organisation emblématique de « la recherche translationnelle », c'est-à-dire une recherche qui se fait tant au laboratoire qu'« au lit du patient ».

Sources : archives du bureau de presse, (0823, 0824), les rapports d'activité des unités de recherche (0312, 0608, 0808, 0917, 1010, 1112, 1222, 1322), archives du département des partenariats et des relations extérieures (0127, 1003, 1316, 1321), direction générale (1415).



Bureau de ressources biologiques, préparation des dossiers de traçabilité. CIC 9301 hôpital cardiologique de Lille, 2011. Inserm/Latron,

⁴ <https://presse.inserm.fr/mise-au-point-de-linserm-suite-aux-allegations-de-fraudes-relatives-a-lage-de-jeanne-calment/33420/> ; Robine Jean-Marie, « Jeanne Calment et les super-centenaires », *Gérontologie et société*, 2021/3 (vol. 43 / n° 166), p. 11-23.

Organiser la recherche en région : une politique de développement de l'Inserm



Laboratoire de l'unité de recherche Inserm 40 "Biologie et océanographie médicale", Centre d'études et de recherches de biologie et d'océanographie médicale, CERBOM, Nice, 1964, Inserm.

L'Inserm a contribué au développement en région de centre de recherche de pointe⁵. Plusieurs approches sont possibles à partir de l'administration centrale de l'Inserm ou à partir des centres et des unités implantés en région. Certains centres ont été lancés dès les années 1960, d'autres sont beaucoup plus récents. Le début des années 1980, avec la politique de décentralisation, marque un tournant avec une politique régionale de l'Inserm, comprenant la création de Conseils scientifiques consultatifs régionaux en 1984, mais aussi la mise en œuvre d'une déconcentration administrative et financière. Au même moment, l'Inserm entreprend une politique de décentralisation dans les DOM-TOM où il développe des actions pour soutenir la recherche médicale de haut niveau en milieu tropical français (Rapport d'activités 1984).

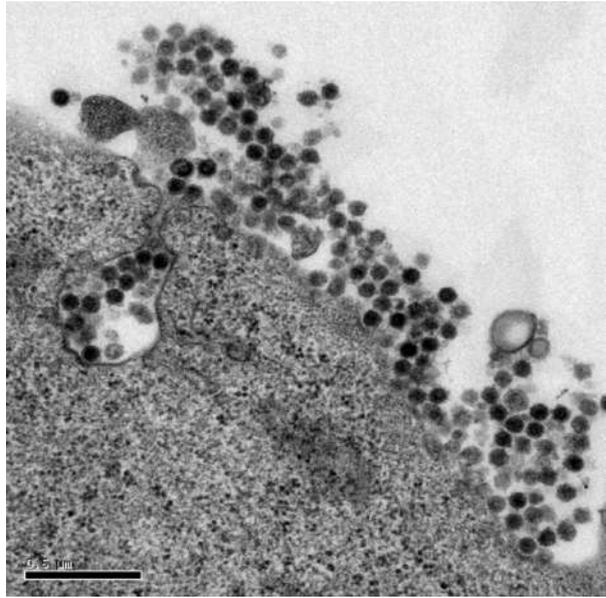
Les études monographiques sur des centres de recherche en région sont aussi pertinentes : par exemple l'implantation d'unités au sein du Centre d'études et de recherche de biologie et d'océanographie médicale (CERBOM) à Nice, le Centre d'immunologie Marseille Luminy (CIML) en 1976 ; la plateforme d'imagerie biomédicale Cyceron à Caen en 1985 ; la plateforme d'imagerie du CERMEP (Centre d'étude et de recherche multimodal et pluridisciplinaire en imagerie du vivant) à Lyon en 1988 ; l'Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire à Strasbourg en 1994. S'ajoutent depuis les années 1990, les Instituts fédératifs de recherche (IFR), regroupant autour d'une stratégie commune de recherche et sur un même lieu géographique (ou exceptionnellement en réseau), un ensemble d'équipes relevant d'organismes de recherche, des universités et des hôpitaux différents.

Sources : rapports d'activités de l'Inserm, le fonds Direction générale, diverses selon les centres. Par exemple l'Institut fédératif de recherche de Necker, voir la cote 20130175. Pour les archives des centres en région, consultez les archives des universités et les archives départementales.

⁵ Une carte de l'implantation actuelle de l'Inserm en région est disponible ici : <https://www.inserm.fr/connaître-inserm/implantation-en-france-metropolitaine>, consultée le 26 mars 2020.

Organiser la lutte contre le SIDA : la création de l'Agence nationale contre le SIDA (ANRS), à la fin des années 1980

En 1987, Philippe Lazar, directeur général de l'Inserm, obtint du ministère de la Santé le financement pour lancer un programme national de recherche sur le Sida (PNRS) dont la réalisation est confiée à Jean-Paul Levy. Le PNRS dépend de l'Inserm et est mené conjointement avec le CNRS. Un comité de direction composé de personnalités politiques et de chercheurs arrête les grandes lignes de la politique du programme et les opérations à monter tant dans la recherche de médicaments antiviraux qu'en immunologie, en épidémiologie, en recherches cliniques et en sciences humaines et sociales. En 1988, le PNRS devient une agence : l'Agence nationale de recherche sur le Sida (ANRS).



Virus de l'Immunodéficience humaine (VIH) sortant d'une cellule infectée. Microscopie électronique à transmission réalisée à l'unité de recherche Inserm U966, Université de Tours. 20081017 Inserm/Roingeard, Philippe

Sources : rapports d'activité de l'unité 158, fonds Françoise Barré Sinoussi (cote 20180639), voir les fonds numériques), fonds du PNRS (cote 20130741)

Sources complémentaires : les Archives nationales mettent à disposition des chercheurs un « État des sources d'archives publiques relatives à l'histoire de la lutte contre le sida conservées aux Archives nationales ». Le document fort riche dresse un état des sources publiques disponibles en 2014. Les fonds se sont encore enrichis depuis. L'état des sources est librement accessible ici :[https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/mm/media/download/FRAN ANX 011341.pdf](https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/mm/media/download/FRAN_ANX_011341.pdf), consulté le 26 mars 2020.

Appel d'offre 2023-2024

Date limite de dépôt des candidatures
20 octobre 2023

Le **Comité pour l'histoire de l'Inserm** propose pour la rentrée universitaire 2023 une aide financière aux **étudiants de Master** qui souhaiteraient s'engager dans une recherche concernant directement l'histoire de l'institution et plus largement l'histoire de la recherche biomédicale et des questions de santé.

Cette aide sera accordée aux meilleurs projets retenus par le Comité après examen d'un **dossier de candidature**. La candidature doit impérativement être accompagnée de la recommandation du directeur ou de la directrice du mémoire. Celui-ci devra être rédigé en français et s'appuyer sur des sources originales.

Le Comité examinera également des candidatures de **doctorants** demandant une **aide spécifique et limitée** pour une thèse relevant des champs d'études encouragés par le Comité. Il ne s'agit pas de l'attribution de contrats doctoraux.

Le **montant** annuel des aides peut atteindre 3 000 euros en fonction des spécificités de chaque projet (accès aux sources, mobilité etc.).

- Les **thématiques** possibles :

Sur l'histoire de l'Inserm, les sujets peuvent concerner l'échelle nationale et interroger toutes les dimensions de ses activités (programmes de recherche, place dans les questions sociétales, notamment les questions éthiques, création d'entreprises, les coopérations internationales, les relations avec les autres acteurs du monde de la recherche et de la santé, etc.).

Les monographies portant sur l'histoire d'un champ scientifique, d'un domaine médical, d'une unité de recherche ou d'une organisation spécifiques ainsi que des approches plus territoriales concernant, par exemple, les premières implantations d'équipes de recherche Inserm en région puis leur développement, en lien avec les institutions de santé comme les hôpitaux, peuvent être encouragés.

Les propositions de biographies et de prosopographies seront également bienvenues.

Plus largement, le Comité examinera également avec intérêt des sujets abordant les recherches biomédicales et de santé, les grands enjeux de santé publique, les controverses, les politiques d'innovation, l'évolution des perceptions et des représentations dans les domaines d'étude de l'Inserm, mais aussi les travaux sur les patients ou les usagers de la santé... Les travaux intégreront dans toute la mesure du possible le rôle joué par l'Inserm dans la question abordée.

- Les **repères** méthodologiques, chronologiques et problématiques

L'ensemble des approches historiennes est concerné par cet appel : histoire de la médecine, histoire économique, histoire du genre, histoire culturelle, histoire des pratiques et usages, etc. Le Comité examinera de manière très ouverte les propositions y compris celles issues de disciplines autres que l'histoire mais incluant dans leur approche une dimension historique solide.

La période concernée couvre bien sûr la V^e République mais intègre également les « origines » de l'Inserm depuis la création de l'Institut National d'Hygiène. Des approches nécessitant d'embrasser des temporalités plus larges incluant la Troisième République sont envisageables.

Les recherches pourront inclure l'ensemble des sources accessibles en histoire contemporaine, l'utilisation des sources primaires étant bien évidemment encouragée. Le Comité s'efforcera de faciliter les projets intégrant l'histoire orale en mettant en relation les étudiants avec des témoins. La direction des archives de l'Inserm, étroitement associée aux travaux du Comité, pourra orienter les étudiants dans la constitution de leur projet. Dans cette perspective le Comité pourra également faciliter la mise en relation avec les équipes de recherche Inserm ainsi qu'avec les Délégations régionales si nécessaire.

Quelques orientations peuvent apparaître en se référant à l'ouvrage de Pascal Griset et Jean-François Picard, *Au cœur du vivant. 50 ans de l'Inserm*, Paris, Le Cherche-Midi, 2014, et au blog du service des archives de l'Inserm <http://Inserm.hypotheses.org/>.

Les personnes intéressées sont encouragées à prendre contact avec le Comité pour un premier échange avant de déposer leur projet. Le Comité se tient également à la disposition des Professeurs et directeurs de mémoires souhaitant disposer d'éclairages complémentaires pour mieux orienter la démarche de leurs étudiants.

La date limite de réception des dossiers de candidature est fixée au **20 octobre 2023**. Les modalités de versement de l'aide financière seront précisées aux candidats une fois leur dossier retenu.

Professeur Pascal Griset

Président du Comité pour l'histoire de l'Inserm

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">➤ Le dossier de candidature doit comprendre les documents suivants, envoyés en une seule pièce jointe en format PDF, par un courriel indiquant les nom, prénom, adresse, coordonnées téléphoniques et électroniques du candidat.<ul style="list-style-type: none">➤ le formulaire de candidature ci-joint dûment rempli ;➤ une lettre par laquelle le candidat demande une aide pour un sujet défini en accord avec le directeur de recherches et s'engage à respecter la convention d'études s'il est retenu ;➤ un projet de recherche dactylographié (6 à 10 p.), mentionnant la problématique générale du sujet, les sources et les méthodes qui seront utilisées, et des éléments de bibliographie ;➤ un <i>curriculum vitae</i> détaillé du candidat ;➤ une lettre de recommandation du Professeur sous la direction duquel la recherche sera menée, présentant l'étudiant et approuvant son projet ;➤ une photocopie de la carte d'étudiant ou une attestation de recherche fournie par l'université ou le centre de recherche du candidat. |
|--|

Formulaire de candidature
Soutien financier du Comité pour l'histoire de l'Inserm
2023-2024

NOM :

Prénom :

Adresse :

Numéro de téléphone :

Mail :

Diplôme préparé :

Établissement :

Directeur de recherche :

Sujet de recherche :

Avez-vous postulé à une autre bourse ? Oui / Non*

Si oui, laquelle ?

Disposez-vous d'une source régulière de revenu ? Oui / Non*

Pièces à joindre au dossier :

- **Lettre** par laquelle le candidat demande une aide pour un sujet défini en accord avec le directeur de recherches et s'engage à respecter la convention d'études s'il est retenu ;
- **Projet de recherche dactylographié** (6 à 10 p.), mentionnant la problématique générale du sujet, les sources et les méthodes qui seront utilisées, et des éléments de bibliographie ;
- **Curriculum vitæ détaillé** du candidat ;
- **Lettre de recommandation** du Professeur sous la direction duquel la recherche sera menée, présentant l'étudiant et approuvant son projet ;
- **Photocopie de la carte d'étudiant ou une attestation de recherche** fournie par l'université ou le centre de recherche du candidat.

Dossier à envoyer en 2 formats :

1 exemplaire en format papier :

Inserm
Comité pour l'histoire de l'Inserm,
DISC, Bureau 1446,
101, rue de Tolbiac 75654 Paris Cedex 13

1 exemplaire en format électronique (en un seul fichier PDF) à :

celine.paillette@ext.inserm.fr

* Veuillez entourer la réponse appropriée

Pour toute information

inserm.fr

contactez celine.paillette@ext.inserm.fr